

Marseille le 27 mars 2017

à Monsieur le Préfet, délégué à l'égalité des chances

Nous avons été informés de l'imminence de l'expulsion avec le concours de la force publique des bidonvilles du boulevard Capitaine Gèze et de la rue Flégier.

Suite à cette nouvelle, les organisations signataires vous expriment leur colère et leur stupeur face à l'absence de concertation préalable comme nous en avons l'habitude dans le cadre du Comité de suivi des campements.

Pour ce qui les concerne, les collectifs Roms du département sont obligés de constater que les concertations entre nous sont balayées par l'irruption, dans vos décisions, d'événements qui apparaîtront imposés par des considérations politiques à nos yeux indéfendables moralement et totalement inopportunes dans le contexte.

Comment justifier ces initiatives brutales dans une urgence qui nous apparaît « liée à un calendrier électoral », qui va à l'encontre de l'action de relogement exigée par la circulaire d'août 2012, alors que nous venons de nous concerter dans le cadre du Comité de suivi des campements dans une tout autre dynamique et dans des perspectives de réflexions partagées.

Car dans cette affaire une vingtaine d'enfants scolarisés dont la majorité sont très assidus vont une nouvelle fois se retrouver sans logement.

Une fois de plus, et malgré les propositions que vous nous avez faites, l'enquête sociale pour relogement sera conduite au dernier moment. Une fois de plus, des familles seront jetées à la rue. Elles seront privées de leurs droits et se retrouveront, une nouvelle fois, dans une situation de vulnérabilité et d'errance incompatibles avec l'effectivité des droits fondamentaux et la dignité. Par cette lettre ouverte, nous exigeons un plan de relogement permettant la prise en compte des besoins des familles, particulièrement les plus vulnérables et de celles qui se sont inscrites dans un parcours d'insertion sociale, professionnelle et scolaire.

Quel est l'intérêt politique, économique, social, d'une telle mise en situation ?

Absurde, inconséquente, la politique en œuvre ici est indéfendable aux yeux des acteurs engagés que nous sommes.

Comité départemental des collectifs de soutien aux Roms (collectifs d'Aix, Arles, Aubagne, Gardanne, Martigues)

ATD Quart Monde PACA - CCFD - Terre solidaire - CIMADE Marseille - L'école au Présent - Fondation Abbé Pierre - LDH Marseille - Médecins du Monde - MRAP13 - Pastorale des migrants - Rencontres Tsiganes